

ACCUEIL > PARU DANS LE MAURICIEN

Mahendranath Busgopaul (fondateur du Halley Movement et directeur de Mauritius IGF) : « Favoriser le dialogue sur les enjeux numériques pour les jeunes utilisateurs »

6 Avr 2025 11h00



La neuvième édition du Forum sur la gouvernance de l'Internet de Maurice 2025 par le Halley Movement se tiendra aujourd'hui au Caudan. Le thème choisi est « IA, cybersécurité et confiance numérique pionniers d'un avenir sûr. » Mahendranath Busgopaul, fondateur du Halley Movement et directeur de Mauritius IGF, entend favoriser le dialogue autour des enjeux numériques auxquels font face les jeunes utilisateurs confrontés à divers dangers lorsqu'ils accèdent à Internet, notamment le cyberharcèlement, l'exposition à des contenus inappropriés, les prédateurs en ligne et les atteintes à la vie privée.

Le Halley Movement prend des mesures proactives pour atténuer ces risques en mettant en œuvre des initiatives éducatives qui favorisent la maîtrise du numérique et un comportement responsable en ligne. Grâce au Forum sur la gouvernance de l'Internet de Maurice, tous les participants sont invités à se doter des compétences nécessaires pour identifier et réagir efficacement aux menaces en ligne. De plus, le mouvement plaide pour une plus grande sensibilisation des parents, des éducateurs et des décideurs politiques à l'importance de la supervision parentale, de l'éducation à la sécurité sur Internet et de la mise en œuvre de mesures de protection en ligne robustes.

Le Halley Movement organise ce samedi sa neuvième édition du Forum sur la gouvernance de l'Internet de Maurice 2025. Quels sont les enjeux de cet événement ?

Le forum sur la bonne gouvernance de l'internet est un événement annuel qu'organise le Halley Movement. Le but de cet événement est d'offrir une plateforme aux divers acteurs du secteur pour échanger des idées, partager des expériences et promouvoir un Internet plus inclusif et accessible à tous.

Cette année, le thème de l'IGF 2025 est « l'IA, cybersécurité et confiance numérique, pionniers d'un avenir sûr ». Pourquoi le choix de ce thème et quelles sont les attentes par rapport à cet événement ?

Comme le but du Halley Movement dès son Inception est la protection des enfants, le forum sur la bonne gouvernance d'Internet touche évidemment cet aspect. Le choix du thème pour le forum sur la bonne gouvernance est particulièrement pertinent dans le contexte actuel. L'intelligence artificielle devient un élément central dans divers secteurs et son impact sur la vie privée. La sécurité est un sujet de préoccupation majeure. Nous avons déjà vu l'application et la place que prend l'IA dans certains pays où elle remplace l'homme pour certaines activités. Par exemple, les chatbots, utilisés par plusieurs sociétés, agissent comme des assistants et sauvegardent les données fournies par l'utilisateur. Les questions se posent sur le respect de ces données. Avec la menace en ligne, la cybersécurité est devenue essentielle pour protéger les données personnelles aussi bien que les infrastructures. Le Halley Movement a à cœur les intérêts des

namerique est une condition sine qua non pour qu'en passe d'abord internet et numérique artificielle. Les discussions porteront sur la transparence, la responsabilité et les normes éthiques qu'il faut adopter, et qui doivent être mises en place pour renforcer cette confiance.

Vous êtes le fondateur du Halley Movement et directeur de Mauritius IGF. Comment en êtes-vous arrivé là ?

Mon engagement pour cette cause est profondément personnel. Avec plus de 40 ans d'expérience dans le secteur de l'éducation, dont le point culminant a été le poste d'inspecteur principal des écoles primaires pour le gouvernement mauricien, j'ai pu constater de visu le pouvoir transformateur de l'éducation et du soutien dans la vie d'un enfant. Cette expérience a renforcé ma conviction que le fondement d'une société prospère repose sur le bien-être de ces enfants et de ces familles.

Comment le Halley Movement se positionne en 2025. Et depuis sa création, quels sont les problèmes qui ont été résolus par cet organisme ?

Permettez-moi de revenir sur le parcours de la coalition du Halley Movement, qui a débuté en 1990 par une campagne résolue contre la violence envers les enfants à l'île Maurice. La première action était une campagne nationale sur l'enfant battu en 1989 et 1990. En 1990, le Halley Movement a fait un recensement des enfants battus. Cette initiative n'était pas une simple réaction aux défis sociétaux, mais une position proactive pour protéger les droits et le bien-être de nos enfants. Notre objectif a toujours été clair : défendre le bien-être des enfants et des familles, en veillant que chaque enfant évolue dans un environnement propice à son épanouissement et à sa dignité. Le Halley Movement s'est embarqué sur plusieurs projets, notamment concernant les enfants battus, les droits de l'enfant, l'éducation des enfants marginalisés, le projet de l'intergénération et la sécurité sur Internet. Le gouvernement d'alors a accepté ce recensement et a constitué au niveau national le National Children's Council. Comme président du Halley Movement, j'étais aussi élu comme membre du Conseil national de l'enfant.

Au fil des ans, nous avons élargi notre portée en mettant en œuvre des programmes communautaires dans toute l'Afrique, avec la création de Helpline Mauritius, le premier service de conseil en ligne gratuit pour les enfants et les jeunes adultes de notre pays. Avec la mise en place du Helpline Service en 2012, le Halley Movement continue à être à l'écoute des doléances des enfants et de leurs parents et en cas de problèmes majeurs, nous invitons nos bénéficiaires à prendre contact avec les ministères.

On parle beaucoup de façonner un avenir numérique sûr et inclusif. Or, Internet n'est pas à l'abri des dérives pornographiques. Comment protéger les enfants des prédateurs en ligne, voire à l'exposition de contenus inappropriés ?

Le Halley Movement favorise un dialogue autour des enjeux numériques auxquels font face les Mauriciens, surtout les jeunes utilisateurs. Pour protéger ces jeunes des prédateurs en ligne, le Halley Movement met l'accent sur l'éducation numérique. Une bonne éducation aide à informer à la fois les enfants et les parents sur les dangers de l'internet et sur les façons de naviguer de manière sûre.

En parallèle, le Halley Movement organise des sessions de travail dans les écoles pour former ces jeunes et les éduquer à éviter de surfer sur des contenus inappropriés. Le Halley Movement, avec l'aide de son service ligne verte, encourage les utilisateurs à rapporter des contenus qui sont inappropriés au Helpline Mauritius. Ces contenus peuvent être sur Facebook, TikTok, Instagram. Dès qu'une plainte est enregistrée, le Halley Movement fait le suivi avec les autorités pour éviter toute dérive.

Pour la protection des enfants et des jeunes sur Internet, le Halley Movement, en collaboration avec Mauritius Internet Governance Forum, met en place annuellement la Mauritius School on Internet Governance Programme. En quoi, ce partenariat a été bénéfique ? Et quels sont les résultats obtenus sur le terrain ?

Ce partenariat avec l'UN IGF nous a aidés à travailler sur l'internet qui peut aider les jeunes. Nous avons ensuite démarré la Mauritius School on Internet Governance qui recrute les jeunes et aussi les étudiants pour leur recommander les astuces pour un Internet sain. Les jeunes, au nombre d'une quarantaine, qui sont formés chaque année, travaillent avec leurs amis et familles pour le bien-être des enfants sur internet.

Ne pensez-vous pas qu'en combinant le numérique à l'éducation, et à la sécurité sur internet dans les programmes scolaires, cela pourrait être d'un bon apport pour les jeunes ?

La combinaison du numérique et de l'éducation à la sécurité sur internet dans les programmes scolaires aidera énormément et sera bénéfique aux jeunes. Les jeunes scolarisés auront une compétence numérique formelle. Cela doit inclure des outils numériques, la programmation, ainsi que la capacité à utiliser Internet de manière efficace et de façon éthique, voire sans violence ou haine ou harcèlement sur les réseaux sociaux. Ces jeunes sont souvent exposés à des risques en ligne, et la ligne verte du Halley Movement peut en témoigner par le nombre de cas qui ont été rapportés l'année dernière. Une éducation axée sur le cyberharcèlement, la désinformation, la protection des données personnelles aidera ces jeunes à mieux être éclairés.

africain. Êtes-vous de cet avis ?

Oui, je suis tout à fait d'accord. La fracture numérique demeure un obstacle majeur au développement de l'Afrique, en particulier dans les Petits États insulaires en développement (PEID). L'accès limité à l'internet haut débit, le manque de culture numérique et les problèmes d'accessibilité financière freinent la croissance économique, l'éducation et même les services de santé.

À la coalition du Halley Movement, nous défendons l'inclusion numérique comme un droit fondamental. Comblé ce fossé nécessite une approche multipartite, incluant des politiques gouvernementales soutenant le développement des infrastructures, des partenariats public-privé et des programmes de culture numérique. Sans combler cette fracture, l'Afrique aura du mal à participer pleinement au numérique mondial.

En 2024, lors des élections à Maurice, l'accès à l'information a été bloqué suite aux révélations de Misie Moustass. Était-ce aussi une forme de dérapage. Qu'en pensez-vous ?

Cet épisode, lors des dernières élections, a été fortement condamné par le Halley Movement, et il soulève des questions importantes sur l'accès à l'information, la transparence démocratique et les limites à la liberté d'expression. Le Halley Movement milite en faveur d'un Internet libre et inclusif. Le blocage dont on a été témoin est signe d'un abus de pouvoir du précédent gouvernement et on sait que cela a été fait pour étouffer la dissidence et supprimer les voix critiques. Et ce faisant, le service ligne verte était non opérationnel pendant le blocage et beaucoup de jeunes utilisateurs qui étaient dans le besoin n'ont pas eu accès à notre service.

Le Halley Movement est d'avis que le contrôle de l'internet ne doit pas être entre les mains du gouvernement, mais doit être sous un organisme composé d'acteurs du secteur, notamment des représentants du gouvernement, des fournisseurs du service, des ONG, en vue d'éviter un potentiel blocage.

Du côté du Halley Movement qui lutte contre les abus sexuels sur les enfants, avez-vous des données statistiques sur le nombre de tentatives pour accéder à des sites pédopornographiques ?

Selon les dernières statistiques, plus de 20 000 tentatives pour accéder à des sites pédopornographiques ont été enregistrées rien qu'à Maurice. Face à ces chiffres, nous collaborons étroitement avec les forces de l'ordre et les agences de cybersécurité afin de traquer l'exploitation des enfants en ligne. Les rapports de plusieurs organismes de surveillance internationaux indiquent une augmentation inquiétante des tentatives d'accès à des sites de pédopornographie.

Quelle est donc l'approche de l'organisme pour stopper ces dérives ?

Face à ce problème, la coalition du Halley Movement adopte une approche à plusieurs volets portant sur la sensibilisation et l'éducation : organisation d'ateliers dans les écoles et les communautés sur les dangers d'Internet ; plaidoyer et action politique : lobbying pour des lois plus strictes contre la pédopornographie et les abus en ligne ; veille et signalement : encouragement du public à signaler les activités suspectes via notre ligne d'assistance et collaboration avec des partenaires internationaux pour repérer et signaler les activités illégales en ligne ; soutien psychologique aux victimes et assistance juridique aux survivants d'abus sexuels sur mineurs. Nous croyons fermement à la prévention par l'éducation et à la répression par le biais de changements de politiques pour lutter efficacement contre ce problème.

Le Halley Movement a aussi le Helpline Mauritius sous sa tutelle. Quelles sont les raisons, selon vous, qui poussent à des abus sexuels ?

Les abus sexuels constituent un problème complexe, dont les facteurs contributifs sont multiples et qui comprennent notamment un manque de sensibilisation. Il faut savoir que de nombreuses victimes, notamment les enfants, ne reconnaissent pas les tactiques de manipulation psychologique et ne comprennent pas leurs droits.

Parmi ces facteurs, il y a d'abord les déséquilibres de pouvoir où les abus se produisent souvent dans des contextes où il existe des inégalités de pouvoir (par exemple, au sein de la famille, à l'école ou au travail). Un autre facteur a trait aux difficultés économiques : l'instabilité financière peut parfois rendre les individus, en particulier les femmes et les enfants, plus vulnérables à l'exploitation. Il y a aussi les normes culturelles et sociétales : dans certains cas, le silence entourant les abus sexuels empêche les victimes de s'exprimer ou de demander de l'aide. Et puis, les espaces en ligne non réglementés, l'essor des réseaux sociaux et des plateformes anonymes ayant facilité l'exploitation des enfants par les prédateurs. Grâce à la ligne d'assistance téléphonique de Maurice, nous offrons aux victimes un soutien confidentiel, des conseils juridiques et une assistance psychologique pour les aider à se rétablir et à obtenir justice.

Quelles sont vos attentes par rapport à ce Forum ?

Que ce forum soit un catalyseur de stratégies concrètes, de solutions innovantes et de partenariats renforcés. Ensemble, ouvrons la voie à un avenir numérique sécurisé, en veillant à ce que les droits et le bien-être de nos enfants et de nos familles restent au cœur de nos avancées technologiques ! Nous devons nous rappeler que l'avenir auquel nous aspirons est un avenir que nous devons construire ensemble. Chacun de nous a un rôle à jouer pour façonner un paysage numérique sûr, inclusif et stimulant. En unissant notre expertise, nos ressources et notre engagement, nous

À ce jour, quel est le constat de l'évolution et des réalisations du Forum mauricien sur la gouvernance de l'Internet ?

Conscients de la nécessité d'une plateforme pour discuter de ces nouveaux défis, nous avons organisé le premier Forum mauricien sur la gouvernance de l'Internet en novembre 2017. Ayant pour thème « Renforcer la confiance numérique pour la sécurité des enfants en ligne », ce forum inaugural a ouvert la voie à des discussions cruciales sur la protection de notre jeunesse dans l'univers numérique.

Chaque forum ultérieur s'est appuyé sur ces bases, abordant des sujets tels que : Protection de l'enfance et gouvernance de l'Internet en 2018, Impact d'Internet sur l'exploitation sexuelle des enfants en ligne en 2019, Dialogue citoyen sur la connectivité numérique en Afrique en 2020, Éliminer les obstacles à la gouvernance de l'Internet en 2021, Un Internet fiable pour les enfants dans le monde numérique en 2022, Gouvernance des données à Maurice en 2023 et Autonomiser la prochaine génération grâce à la transformation et à la sécurité numérique en 2024. Ces forums ont non seulement facilité des discussions cruciales, mais ont également abouti à des résultats concrets, notamment des recommandations politiques et la mise en place d'initiatives visant à promouvoir la culture et la sécurité numériques.

Aujourd'hui, alors que nous nous réunissons sous le thème IA, cybersécurité et confiance numérique : pionniers d'un avenir sûr, il est rappelé à chacun de nous que la responsabilité de protéger notre paysage numérique ne peut reposer sur une seule entité. Cela nécessite les efforts concertés de toutes les parties prenantes : organismes gouvernementaux, entreprises du secteur privé, établissements d'enseignement, organisations de la société civile et particuliers.

Qu'en est-il du plaidoyer du Halley Movement pour l'élaboration de politiques et de cadres réglementaires ?

Le Halley Movement plaide en faveur de l'élaboration de cadres politiques et réglementaires solides afin de renforcer la protection des jeunes et des enfants dans l'espace numérique mauricien. Cela inclut la mise en œuvre de filtres de contenu adaptés à l'âge, de lois strictes sur la protection des données et de mécanismes de signalement et de traitement des abus et de l'exploitation en ligne. De plus, la collaboration avec les agences gouvernementales et les acteurs du secteur est essentielle pour faire respecter la réglementation en vigueur et s'adapter à l'évolution des menaces dans le paysage numérique.

Un message qui vous tient particulièrement à cœur et que vous souhaitez partager avec les lecteurs... Oui, je tiens à souligner l'urgence de mettre en place des politiques de protection numérique des enfants. Alors que nous accueillons la transformation numérique, nous devons veiller à ce que les droits et la sécurité des enfants demeurent une priorité absolue.

La coalition du Halley Movement s'engage à défendre des environnements en ligne plus sûrs grâce à une meilleure réglementation, une application plus stricte des lois sur la protection de l'enfance, tant sur les plans local qu'international, des partenariats public-privé pour développer des solutions technologiques permettant de détecter et de prévenir l'exploitation des enfants, un soutien en santé mentale pour les victimes d'abus en ligne et de cyberharcèlement.

La collaboration est essentielle. Nous invitons le gouvernement, les entreprises et les organisations de la société civile à collaborer avec nous pour créer un avenir numérique plus sûr pour tous.